

convaincus que leur destin était dicté par les États-Unis. Bien qu'on puisse contester cette interprétation plutôt simpliste du tissu des données contradictoires relatives aux événements survenus en Méditerranée orientale, il faut dire que le peuple grec n'a actuellement aucune propension à pareille objectivité. Par conséquent, malgré trois voisins communistes, la Grèce a retiré ses troupes de l'OTAN et les maintiendra probablement à l'écart tant pour des motifs de stabilité qu'à cause de l'antiaméricanisme effréné qui règne en Grèce.

La crise aura aussi permis à M. Caramanlis de se débarrasser des vestiges de la machine politique de la junte sans susciter la colère des généraux qui ont déposé l'impitoyable et puritain général Démétrios Ioannides. M. Caramanlis a entrepris, prudemment et avec un profond sens de ses responsabilités, de réorganiser la vie sociale et politique de la Grèce. D'abord, il y a purge dans les institutions d'enseignement supérieur: les professeurs qui occupaient des postes officiels au sein du gouvernement ont été démis de leurs fonctions universitaires et des enquêtes sont même menées au sujet de ceux qui ont été élus au cours des sept dernières années. Deuxièmement, le système judiciaire subit lui aussi une épuration. Tous les magistrats destitués au cours des sept dernières années réintégreront leurs fonctions. Pour les autres, tous les cas douteux seront réexaminés. Troisièmement, et c'est la réforme la plus importante, les services de sécurité et de renseignements sont réorganisés. Les cadres supérieurs nouvellement nommés ont presque tous été emprisonnés ou exilés pendant le règne de la junte. Les chefs de file du régime militaire se sont vu retirer leurs passeports, l'ancien président Papadopoulos est en résidence surveillée et même le redouté Ioannides a été définitivement mis à la retraite.

Une question assez embarrassante qui se posera au sujet des liens entre l'affaire chypriote et l'éventuelle stabilité en Grèce concerne les élections qui ont lieu au moment où cet article est sous presse. Au sein du Gouvernement, des tendances aussi diverses qu'engagées se sont exprimées au sujet de la constitution et des élections. Toutefois, c'est sur la question de savoir s'il fallait procéder à une épuration totale des cadres du gouvernement avant même la tenue des élections que la lutte la plus acharnée s'est livrée. M. George Mangakis, un social-démocrate membre du Gouvernement, s'est violemment opposé à la tenue d'élections avant qu'ait été complètement anéantie l'ancienne machine gouvernementale. A ce sujet il a déclaré: «Si nous ne nous débarrassons pas des

fonctionnaires actuels, les maires y compris, les honnêtes gens des villages et des campagnes ne sentiront pas vraiment que le régime est devenu démocratique.» De toute évidence, ses efforts sont restés vains.

L'économie pose un deuxième problème. Quoi qu'il advienne à Chypre, ce problème demeurera dans une certaine mesure mais il est aggravé par les hostilités. Comme le déclarait en privé M. Ioannides Pesmazoglu, le ministre des Finances, il y aura «une crise économique aiguë à court terme et la période qui suivra à moyen terme ne semble guère meilleure». La Grèce est rongée par une inflation excessive, l'industrie du tourisme est affaissée et, selon le Gouvernement actuel, il sera impossible de redresser l'économie sans l'appui de l'Europe. Ces sombres perspectives économiques sont contrebalancées par de rigoureuses politiques monétaires et fiscales ainsi que par des tentatives visant l'intégration à la Communauté économique européenne. Les voyages en Europe de l'Ouest de M. Georges Mavros, le ministre des Affaires étrangères de la Grèce, et de M. Pesmazoglu étaient des manœuvres diplomatiques visant à influencer la future politique européenne à l'endroit de la Turquie et à obtenir des appuis pour le secteur agricole et des prêts à long terme.

En octobre, le prestige de M. Caramanlis demeure extrêmement grand car il a été accueilli comme le sauveur revenu en Grèce pour y apporter liberté et démocratie. Toutefois, à moins qu'on ne réussisse à réduire l'intensité de la crise de Chypre, il est presque certain que l'image du régime actuel ne saura résister à l'épreuve du temps. Aussi, la Grèce et ses alliés déploient-ils tous les efforts possibles pour obtenir des Turcs un geste de conciliation afin que la démocratie puisse survivre en Grèce.

Les Turcs tiennent bon

Il est fort peu probable que le Gouvernement turc de M. Bülent Ecevit accepte de retirer ses troupes de l'île ou de tout autre territoire occupé. Une concession relative à la libre circulation des réfugiés ou d'autres gestes symboliques serait toutefois possible de la part d'un gouvernement aussi populaire que le sien. M. Ecevit n'est pas très sensible aux pressions ou aux suggestions ni des États-Unis ni de l'OTAN. La fameuse lettre envoyée par Johnson en 1964 et qui mettait alors en garde contre une invasion turque de Chypre avait été très mal accueillie en Turquie. La crainte de l'URSS s'est atténuée et ira probablement en diminuant. Les Turcs ont ignoré les protestations des Américains au sujet de la culture et de la vente des pavots à